

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin\\_Registre de copies de lettres envoyées\\_CNAM FG 15 \(12\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Édouard Larue, 3 novembre 1872](#)

## Jean-Baptiste André Godin à Édouard Larue, 3 novembre 1872

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (12)

Collation 2 p. (241r, 242r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Édouard Larue, 3 novembre 1872, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 03/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/46017>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [3 novembre 1872](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famillistère

Destinataire [Larue, Édouard \(1828-1902\)](#)

Lieu de destination Vervins (Aisne)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

## Description

Résumé Sur l'affaire Moine. Godin demande à Larue d'interjeter appel du jugement dans l'affaire Moine, en contradiction avec la manière dont se jugent les différends entre patrons et contremaîtres et ouvriers : Godin estime que ses employés doivent, comme ses ouvriers, faire partie de la juridiction du conseil des prudhommes.

## Mots-clés

[Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Moine \[monsieur\]](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

---

Quint 3 novembre 92

241

Monsieur Laroche,

Je vous prie d'interjeter  
appel du jugement inter-  
venu dans l'affaire Moine.  
Il est en contradiction for-  
melle avec la manière  
dont se jugent les différends  
entre patrons et contre-  
maîtres et ouvriers pour-  
que je n'essaie pas de le  
faire réformer.

Comme les employés des  
autres établissements  
relèvent de la juridiction  
des prud'hommes, il en  
est même qui font partie  
du conseil en qualité

à surmiers; tous mes  
employés sont enrôlés  
aux listes des électeurs  
comme mes ouvriers;  
ils doivent donc, comme  
eux, faire partie de  
la juridiction du conseil.

Il me semble d'ailleurs  
qu'on ne saurait trop  
chercher à mettre à profit  
les avantages de ce tri-  
bunal de conciliation qui,  
avec le mérite d'être très-  
expéditif, a celui d'éviter  
aux parties de  
graves embarras.

Veuillez agréer mes bien  
perfectes civilités.

Le D<sup>r</sup> D<sup>r</sup>